

ECLAIRAGES : En Suède, la réforme scolaire passe par la compétition

Date de parution: Mercredi 7 mai 2008

Auteur: Per Unckel

Per Unckel, ancien ministre suédois de l'Education et des sciences, souligne que son pays investit nettement plus que tous les autres pays européens dans la recherche et l'éducation.

Les économies des pays nordiques se portent bien et cela s'explique en partie parce qu'elles réforment peu à peu leur «modèle social», l'adaptant aux nouvelles réalités afin de répondre aux besoins du public. Toutefois, ce changement n'a rien de spécifiquement nordique. Au contraire, il peut tout à fait être repris par les autres pays.

Une telle politique nécessite bien évidemment des investissements conséquents dans la recherche et le développement. La Suède, par exemple, investit plus que tout autre pays européen dans ce domaine - dépassant de beaucoup l'objectif de 3% du PIB fixé par l'UE. Nombre de pays investissent moins, mais même les 4% du PIB de la Suède pourraient ne pas suffire, considérant les investissements encore plus importants réalisés dans la recherche et le développement par la Chine, l'Inde et les Etats-Unis.

En outre, les investissements en recherche et développement peuvent être d'un intérêt limité si le savoir ne se transforme pas en réussite économique. Cela nécessite d'adopter des politiques couvrant toute la formation, du jardin d'enfants à la collaboration entre universités et entreprises, et de développer un climat économique général dans lequel la réussite est récompensée et l'échec n'est pas considéré comme une catastrophe humaine. La réussite des Etats-Unis repose en large mesure sur ce type de pensée.

Malheureusement, la plupart des systèmes éducatifs européens reposent sur des pratiques et des théories surannées. Bien que les structures éducatives se soient petit à petit diversifiées, le principal défaut de la plupart des systèmes éducatifs européens reste que les étudiants n'ont pas assez de choix et que les enseignants, s'ils souhaitent garder leur emploi, doivent adhérer à une pédagogie fortement compartimentée.

Comme avec les monopoles corporatifs, les consommateurs (ici, les étudiants) sont souvent vus comme une masse homogène, dans laquelle tous les individus peuvent être éduqués selon la même approche pédagogique. Pourtant, les écoles devraient être capables de correspondre aux capacités et aux besoins individuels des enfants de manière à faire de l'apprentissage une aventure pleine de stimulations.

Les autres pays pourraient trouver un exemple intéressant dans le système éducatif suédois. Les écoles suédoises sont financées par les communautés locales et travaillent dans le cadre d'un programme national conçu par le parlement et le gouvernement. Cependant, si toutes doivent suivre les mêmes règles, les écoles restent gérées individuellement de manière compétitive. Toute personne - parent, professeur, ou même entreprise - peut demander le permis de créer une école. Le Conseil national de l'éducation a, en principe, pour consigne d'autoriser les créations d'écoles propres à atteindre les objectifs nationaux et disposant d'une solide base financière.

En outre, les écoles privées ne sont pas considérées comme de simples compléments des écoles publiques, mais comme des alternatives à part entière, qui doivent donc proposer un service différent. Les localités doivent apporter la même aide financière, ou les mêmes allocations, par étudiant aux écoles privées présentes sur leur circonscription qu'aux écoles publiques. L'aide par étudiant est la même et les écoles qui reçoivent des allocations ne peuvent facturer de frais supplémentaires.

Après l'adoption de ce système dans les années 1990, de nombreuses écoles privées ont vu le jour. Les fondateurs en étaient généralement des coopératives de parents ou d'enseignants, ayant souvent une philosophie pédagogique particulière. Par la suite, des sociétés à la tête de chaînes d'écoles jouèrent, à leur tour, un rôle important.

En conséquence, la variété des écoles s'est accrue dans toute la Suède. Le système des allocations fait que tous les étudiants, quels que soient les revenus de leur famille, peuvent aller dans l'école de leur choix. Même dans les zones rurales, il existe désormais un vaste choix d'écoles et il semble que la concurrence ait amélioré la qualité générale des écoles suédoises, l'existence même des écoles privées ayant engendré une demande

de réforme des écoles publiques. S'il faut trouver une différence entre les deux types d'établissements, il semble que les écoles privées obtiennent de meilleurs résultats que les écoles publiques avec les enfants ayant des problèmes pour apprendre.

Il existe, bien entendu, de nombreuses autres solutions que ce qui a été fait en Suède pour redynamiser l'enseignement. Toutefois, trois caractéristiques de la réforme suédoise semblent particulièrement importantes: elle repose sur une combinaison des systèmes publics et privé, elle est générale dans sa forme, c'est-à-dire qu'elle ne demandait pas aux écoles privées d'être spéciales pour être homologuées, et, enfin, elle s'applique à tous les étudiants.

Le système d'allocations scolaires suédois est sans doute le plus ambitieux de ce type au monde. C'est d'autant plus remarquable que la concurrence sur laquelle il repose s'est imposée dans un pays où la concurrence n'est généralement pas acceptée dans les services publics.

© Project Syndicate Traduit de l'anglais par Yann Champion.

© Le Temps. Droits de reproduction et de diffusion réservés. www.letemps.ch